

filiale d'une société multinationale. Voilà le genre de chose que nous pouvons faire au Canada grâce aux investissements étrangers.

• (1640)

Les gens d'IBM et d'Ortho Pharmaceutical me disent que l'idéal, c'est de faire en sorte que toutes les filiales canadiennes de compagnies multinationales obtiennent l'exclusivité de la fabrication d'un produit pour le monde entier. Ils me disent que c'est essentiel pour les filiales étrangères et qu'il est aussi indispensable pour les compagnies canadiennes de développer leurs marchés d'exportation puisque, comme nous le savons, le Canada a signé les accords du GATT. Ces accords entraînent la disparition des droits de douane élevés que nous avions autrefois. Dans un avenir très rapproché, nous n'aurons pratiquement plus du tout de droits de douane. Il ne faut pas simplement s'inquiéter du fait que les investisseurs étrangers peuvent très bien ramasser leurs billes et rentrer chez eux; il faut aussi penser que les investisseurs canadiens et les entreprises canadiennes risquent de ne pas pouvoir défendre leur part du marché canadien s'ils ne commencent pas à s'implanter sur les marchés d'exportation. Ce qu'il nous faudrait dans le prochain budget, ce sont des mesures incitant non seulement les investisseurs étrangers, mais aussi les investisseurs canadiens à exporter, et facilitant en même temps l'application de l'idée du mandat exclusif pour le monde entier.

La troisième question qui mérite, à mon avis, d'être portée à l'attention du ministre des Finances, c'est celle de la demande des consommateurs. C'est très bien d'attirer les investissements. Nous en avons besoin et nous savons que les investissements permettront de créer des emplois. Mais nous savons aussi que personne n'investira si les consommateurs ne dépensent pas leur argent. Nous devons donc inciter les consommateurs à dépenser. Nous savons que nous allons faire un pas dans la bonne direction grâce à la revalorisation des pensions qui avait été annoncée dans le discours du trône et qui est pour bientôt. Pour ma part, je pense que nous devrions chercher à régler ce problème comme l'ont fait les États-Unis. En diminuant l'impôt sur le revenu il y a quelques années, les Américains ont accru le pouvoir d'achat de la population. Les citoyens ont ainsi pu acheter davantage de biens et de services produits dans leur pays. Par voie de conséquence, les fabricants ont investi et ont réembauché des employés. C'est ainsi que nous pouvons contribuer à stimuler l'économie au Canada pour redonner du travail à nos chômeurs. Je le répète, ce projet de loi constitue la deuxième phase du programme de relance économique du gouvernement.

Bref, d'autres mesures suivront, et toutes, comme ce projet de loi, permettront de créer des emplois et de relancer l'économie canadienne.

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il des questions ou des commentaires?

[Français]

L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart) a la parole.

M. Malépart: Monsieur le Président, j'aurais une question à poser à l'honorable député. Il dit que ce projet de loi va mettre les Canadiens au travail, mais j'aimerais savoir à quel prix? De quelle façon les nouvelles modifications apportées au projet de loi vont-elles garantir aux Canadiens et Canadiennes d'avoir

des emplois assurés? Je vais vous donner un exemple. Hier soir, à l'émission «Le Point», il y a un chef d'entreprise assez important qui a dit qu'il était satisfait de l'ouverture du premier ministre à l'endroit de la haute finance américaine, mais que dans 50 ans cette ouverture-là fera que le Canada sera le 51^e État américain. C'est peut-être intéressant pour le milieu des affaires, mais ce ne l'est pas autant pour les citoyens et citoyennes qui ont besoin d'emplois et d'être assurés que leur emploi suite à une situation économique difficile... que les entreprises américaines qui auront acheté une compagnie canadienne ne fermeront pas, comme ça s'est déjà fait. L'entreprise canadienne pourra en faire un entrepôt et produire et exporter leurs produits. Est-ce que le député peut nous garantir que ce projet de loi protège vraiment les travailleurs et les travailleuses?

[Traduction]

M. Redway: Monsieur le Président, je regrette que le député ne m'ait pas écouté tandis que j'avais la parole, car il aurait entendu la réponse à sa question. Il y a quelques années—en fait, il y a bien longtemps—les investisseurs étrangers venaient parce que nos salaires étaient sans doute moins élevés et que nous avions des obstacles tarifaires pour protéger cet investissement. Ces obstacles protégeaient ces entreprises en leur permettant d'écouler leurs produits sur les marchés canadiens seulement. Hélas, pareille politique est devenu désuète de nos jours. Ces obstacles tarifaires disparaissent les uns après les autres depuis un certain nombre d'années déjà. Sous peu, ils auront presque complètement disparu.

Les investisseurs éventuels qui prospectent les différents marchés ne s'intéresseront pas qu'au marché canadien. Ce dernier n'est tout simplement pas assez vaste et il n'offre aucune protection. Quand une entreprise américaine ou toute autre entreprise étrangère vient au Canada—je rappelle que nous ne devrions pas nous limiter aux investisseurs américains, car beaucoup d'hommes d'affaires d'Asie prospectent notre pays en ce moment—ce n'est pas seulement pour y examiner ses possibilités, mais aussi pour déterminer quels avantages ils auraient à ouvrir ici une compagnie qui leur permettra de soutenir la concurrence sur un marché plus vaste, et surtout sur le marché américain. Je me suis entretenu avec les représentants du ministère de l'Industrie et du Commerce de l'Ontario. Ce ministère s'est doté d'un programme destiné à attirer les investisseurs au Canada. Les gens à qui j'ai parlé m'ont soutenu que le programme réussit fort bien à intéresser les investisseurs asiatiques. La raison en est que les Asiatiques peuvent construire des usines au Canada, mettre au point, fabriquer et vendre leur produit non seulement au Canada, mais aux États-Unis, et cela, sans avoir à se préoccuper d'obstacles non tarifaires et du système de quotas que les États-Unis ont imposés aux produits fabriqués en Asie. Les Américains n'ont pas d'obstacles non tarifaires et de quotas pour les produits fabriqués au Canada. Voilà pourquoi ces investisseurs trouvent très intéressant de venir au Canada. C'est pour cette raison que les investisseurs étrangers viennent chez nous. Mais pour l'instant, ils ne viennent plus ici pour produire exclusivement pour le marché canadien, étant donné nos grands obstacles tarifaires qui risquent de rétrécir le marché et de le faire disparaître. Ces gens voudraient venir produire pour le marché mondial, et c'est seulement en y consentant que nous pourrions les attirer ici.